

III. Emplois réservés aux fonctionnaires de la carrière du Service extérieur et de la carrière de chancellerie
 Betrekkingen voorbehouden voor ambtenaren van de carrière Buitenlandse Dienst en van de Kanselarijcarrière

	Cadre français - Frans kader	Cadre néerlandais - Nederlands kader	Cadre bilingue	Tweetalig kader
Degrés de la hiérarchie	Nombre d'emplois	Nombre d'emplois	Nombre d'emplois réservés aux fonctionnaires du rôle linguistique français	Nombre d'emplois réservés aux fonctionnaires du rôle linguistique néerlandais
Trappen van de hiérarchie	Aantal betrekkingen	Aantal betrekkingen	Aantal betrekkingen voor de ambtenaren van de Franse taalrol	Aantal betrekkingen voor de ambtenaren van de Nederlandse taalrol
1	8	8	2	2
2	12	12	3	3
3	12	12		
4	0	0		
5	19	19		

Vu pour être annexé à Notre arrêté du 17 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
E. DERYCKE

Gezien om te worden gevoegd bij Ons besluit van 17 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
E. DERYCKE

MINISTÈRE DES FINANCES

F. 97 — 1487

[C - 97/3391]

15 JUILLET 1997. — Arrêté royal portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, pris en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 6^e, et § 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

RAPPORT AU ROI

Sire,

Le présent arrêté royal vise à adapter le cadre légal relatif aux placements des administrations publiques, au sens du Système européen de Comptes économiques intégrés (SEC).

Il s'agit en particulier - mais non exclusivement - de revoir et d'étendre les dispositions de l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

A. Commentaire général

Le Protocole (n° 5) sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de Maastricht précise les deux critères les plus connus de l'accession à la monnaie unique, à savoir le besoin net de financement limité à 3 % du PIB et une dette publique n'excédant pas - ou tendant à un rythme satisfaisant vers - 60 % du PIB.

L'article 2 de ce Protocole précise que la dette à prendre en compte est le total des dettes, à leur valeur nominale, en cours à la fin de l'année et consolidées à l'intérieur des secteurs du gouvernement général, c.-à-d. les administrations centrales, les autorités régionales ou locales et les fonds de sécurité sociale, à l'exclusion des opérations commerciales, telles que définies dans le système européen de comptes économiques intégrés.

Lors de la présentation du budget 1997, Votre gouvernement avait annoncé son objectif de voir le taux d'endettement à fin 1997 réduit de 10 % de PIB par rapport à la situation de 1993, notamment par une meilleure gestion des trésoreries fédérale, régionales, communautaires et de la sécurité sociale.

Depuis 1995, les Communautés, les Régions et les organismes de sécurité sociale - qu'il s'agisse de parastataux ou d'institutions de statut privé mais appartenant au secteur des administrations publiques au

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 97 — 1487

[C - 97/3391]

15 JULI 1997. — Koninklijk besluit houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, genomen met toepassing van de artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 6^e, en § 2 van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Dit koninklijk besluit beoogt de aanpassing van het wettelijk kader betreffende de beleggingen van de overheid, in de zin van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESER).

Het gaat er in het bijzonder - maar niet uitsluitend - om de bepalingen van artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, te herzien en uit te breiden.

A. Algemene commentaar

Het Protocol (nr. 5) betreffende de procedure bij buitensporige tekorten, gevoegd in bijlage bij het Verdrag van Maastricht, verduidelijkt de twee meest gekende criteria inzake de toetreding tot de eenheidsmunt, namelijk de netto financieringsbehoefte beperkt tot 3 % van het BBP en een overheidsschuld die niet hoger is dan 60 % van het BBP - of dit percentage in een bevredigend tempo benadert.

Artikel 2 van dit Protocol verduidelijkt dat de in aanmerking te nemen schuld de totale aan het eind van het jaar uitstaande bruto-schuld tegen nominale waarde is, geconsolideerd tussen en binnen de sectoren van de algemene overheid, namelijk de centrale overheid, de regionale of lokale overheid en de fondsen voor sociale zekerheid onder uitsluiting van commerciële transacties, als omschreven in het Europees Stelsel van Economische Rekeningen.

Bij de voorstelling van de begroting 1997, heeft Uw Regering haar doelstelling meegedeeld, namelijk de schuldratio voor eind 1997 te verminderen met 10 % van het BBP in vergelijking met de toestand in 1993, onder meer door een beter beheer van de federale, gewest- en gemeenschapsthesaurieën en van de sociale zekerheid.

Sedert 1995 hebben de Gemeenschappen, de Gewesten en de instellingen van sociale zekerheid - ongeacht het gaat om parastatale of instellingen met privé-statuuut maar die deel uitmaken van de

sens du système européen de comptes économiques intégrés - ont régulièrement effectué des placements en instruments de la dette publique fédérale, régionale ou communautaire. Des mesures fiscales ont été prises afin d'encourager de tels placements entre entités publiques au sens du SEC.

Le but du présent arrêté est de renforcer le caractère structurel de cette consolidation au sein des organismes relevant de l'autorité fédérale, revenant ainsi à l'esprit de l'obligation imposée à de nombreux organismes d'intérêt public par l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Les avantages d'une telle démarche sont :

— une réduction du taux d'endettement pris en compte pour le contrôle du respect des critères découlant du Traité de Maastricht;

— une généralisation des principes de gestion globale, initiée au sein de la sécurité sociale des travailleurs salariés et des travailleurs indépendants : une entité publique en surplus prête ainsi de facto à une entité publique en déficit, sans que l'on sorte du secteur des administrations publiques au sens du système européen de comptes économiques intégrés;

— enfin, les intérêts payés par une entité à une autre constituent une recette pour l'entité qui en bénéficie.

Une simple adaptation de l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 ne permettait pas d'atteindre le but recherché. En effet, certains organismes soumis à cette loi ne relèvent pas du secteur des Administrations publiques au sens du Système européen de Comptes économiques intégrés (SEC); le SEC repose sur une logique économique et non juridique; il considère par exemple la Loterie Nationale comme une entreprise publique et non comme une administration publique. La participation d'une telle institution à la consolidation de la dette n'aurait donc aucun intérêt quant au respect du critère d'endettement évoqué supra.

Ensuite, certains organismes connaissent une situation particulière, qu'il s'agisse des organismes de sécurité sociale concernés par l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions ou d'organismes non soumis à la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le présent arrêté royal vise donc à mettre en place une solution globale, afin de mettre fin aux disparités existant actuellement entre ces divers types d'organismes.

Dans son avis, le Conseil d'Etat demande si contraindre les entités visées à investir de la sorte leurs disponibilités améliorera leur fonctionnement ou leur gestion. Cette question appelle les éléments de réponse suivants :

— le grand nombre d'organismes concernés se traduit par autant de gestions de trésorerie distinctes; un regroupement des placements constitue un premier pas vers une gestion globale pour l'ensemble du secteur public fédéral, à l'instar de ce qui existe déjà pour la sécurité sociale tant des salariés que des indépendants;

— ainsi, le mécanisme mis en place contribue à ce qu'une entité en surplus puisse prêter (via le Trésor ou les titres de la dette) à une entité en déficit; cette dernière peut ainsi se financer à des conditions normalement meilleures que celles qui auraient été obtenues auprès d'un intermédiaire financier traditionnel tandis que l'entité en boni bénéficiera de l'exonération de précompte mobilier prévue par l'arrêté royal du 11 décembre 1995;

— enfin, à titre subsidiaire, on constatera que le présent arrêté contribue également à renforcer le contrôle des organismes concernés.

B. Commentaire des articles

Article 1^{er}

Cet article précise la liste des entités institutionnelles concernées par l'arrêté royal.

Il s'agit des entités relevant du pouvoir fédéral et de la sécurité sociale et qui, au sens du SEC, appartiennent au secteur des administrations publiques. Seules la Liste civile, les assemblées parlementaires, la Cour d'Arbitrage et la Cour des Comptes ne sont pas reprises dans cette liste, bien que faisant partie du secteur des administrations publiques au sens du SEC.

Comme le souligne le Conseil d'Etat, la classification SEC repose davantage sur des catégories économiques que sur des concepts juridiques. Relevons cependant que tant le Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de Maastricht que le

algemene overheid in de zin van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen - geregeld beleggingen gedaan in instrumenten van de schuld van de federale overheid, Gewesten en Gemeenschappen. Fiscale maatregelen werden getroffen om dergelijke beleggingen tussen entiteiten van de overheid, in de zin van ESER, te bevorderen.

Dit besluit is gericht op een versterking van de structurele aard van die consolidatie binnen de instellingen die behoren tot de bevoegdheid van de federale overheid, waarbij men aldus terugkomt op het soort verplichting die aan verschillende instellingen van openbaar nut is opgelegd in artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut.

De voordelen van een dergelijke aanpak zijn :

— een vermindering van de schuldratio die in aanmerking wordt genomen voor de controle inzake de naleving van de criteria uit het Verdrag van Maastricht;

— een veralgemening van de beginselen van globaal beheer, wat eerst is doorgevoerd binnen de sociale zekerheid van de loontrekkenden en zelfstandigen : een overheidsentiteit met een overschot leent aldus de facto aan een overheidsentiteit met een tekort, zonder de algemene overheid in de zin van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen, te verlaten;

— tenslotte, de interesten die een entiteit betaalt aan een andere, vormen een ontvangst voor de entiteit die deze interesten geniet.

Een gewone aanpassing van artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 maakte het niet mogelijk het nagestreefde doel te bereiken. Bepaalde aan deze wet onderworpen instellingen behoren niet tot de bevoegdheid van de algemene overheid in de zin van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESER); ESER is gebaseerd op een economische en geen juridische logica; bijvoorbeeld de Nationale Loterij wordt beschouwd als overheidsbedrijf en niet als algemene overheid. De deelname van zo'n instelling aan de consolidatie van de schuld zou dus geen enkel belang hebben wat betreft de naleving van het hierboven vermelde criterium.

Vervolgens bevinden sommige instellingen zich in een bijzondere situatie, ongeacht het gaat om de instellingen van sociale zekerheid die betrokken zijn bij het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels of om de instellingen die niet onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van de sommige instellingen van openbaar nut.

Dit koninklijk besluit heeft dus tot doel een globale oplossing te brengen, om een einde te maken aan de ongelijkheden die momenteel bestaan tussen deze verschillende soorten instellingen.

De Raad van State vraagt in zijn advies of het verplichten van de beoogde entiteiten om hun beschikbare gelden op die manier te beleggen, zal leiden tot een verbetering van hun werking of hun beheer. Dit geeft aanleiding tot de volgende elementen van antwoord :

— het groot aantal betrokken instellingen vertaalt zich in evenveel afzonderlijke thesauriebeheeren; een hergroepering van de beleggingen is een eerste stap naar een globaal beheer voor de gehele federale overheidssector, naar het voorbeeld van wat reeds bestaat voor de sociale zekerheid van zowel loontrekkenden als zelfstandigen;

— aldus leidt het ingevoerde mechanisme ertoe dat een entiteit met een overschot kan lenen (via de Schatkist of effecten van de schuld) aan een entiteit met een tekort; laatstgenoemde kan zich aldus financieren tegen voorwaarden die normaal gezien beter zijn dan deze die men verkregen zou hebben bij een traditionele financiële instelling terwijl de entiteit met een overschot de vrijstelling van roerende voorheffing voorzien bij koninklijk besluit van 11 december 1995 zal genieten;

— tenslotte, in bijkomende orde, zal worden vastgesteld dat dit besluit ook bijdraagt tot een versterking van de controle van de betrokken instellingen.

B. Artikelswijze bespreking

Artikel 1

In dit artikel wordt de lijst van de institutionele entiteiten die bij het koninklijk besluit betrokken zijn, verduidelijkt.

Het gaat om entiteiten die behoren tot de bevoegdheid van de federale overheid en de sociale zekerheid en die, in de zin van ESER, behoren tot de sector van de algemene overheid. Enkel de Civiele Lijst, de parlementaire vergaderingen, het Arbitragehof en het Rekenhof zijn niet opgenomen in deze lijst, hoewel ze behoren tot de sector van de algemene overheid vanuit ESER-oogpunt.

Zoals benadrukt door de Raad van State, is de ESER klassering meer gebaseerd op economische categorieën dan op juridische concepten. Er dient echter te worden opgemerkt dat zowel het Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten, gevoegd in bijlage bij het Verdrag

Règlement de la Communauté européenne n° 3605/93 du 22 novembre 1993 relatif à l'application de ce même Protocole donne au SEC un caractère réglementaire.

Le Gouvernement a jugé préférable de préciser de façon exhaustive la liste des organismes concernés, afin que les fonctionnaires dirigeants desdits organismes, ainsi que le Trésor, l'Office des Chèques postaux et toute autre instance susceptible d'être intéressée sachent exactement quels étaient les organismes visés.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler que nombre de ces organismes étaient déjà soumis, par l'article 12 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, à une obligation assez proche de celle imposée à l'article 3 du présent arrêté. D'autres, par contre, voyaient leurs possibilités de placement précisées par leur loi organique ou d'autres dispositions.

A noter enfin que, sous des formes diverses, les entités fédérées ont mis ou mettent en place des mécanismes relativement similaires. La problématique de la consolidation des actifs financiers publics concerne en effet également les Communautés, Régions et pouvoirs locaux, comme en témoigne notamment l'accord de coopération sur les soldes budgétaires du 19 juillet 1996. S'il n'appartient pas au pouvoir fédéral de se prononcer sur ce que les entités fédérées font en la matière, cette problématique a déjà été évoquée à plusieurs reprises en Conférence interministérielle des Finances et du Budget et ce dans un souci de cohérence et de coopération.

Article 2

Il est proposé que le Roi puisse adapter la liste des entités soumises aux obligations découlant du présent arrêté, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres sur proposition du Ministre des Finances et, le cas échéant, du Ministre de tutelle.

Trois cas peuvent être distingués :

— d'abord, des organismes pourraient fusionner ou être supprimés tandis que d'autres pourraient être créés : il faut donc que la liste puisse faire l'objet d'une adaptation régulière pour que les dispositions du présent arrêté restent efficaces;

— ensuite, si le SEC 1979 est actuellement d'application, il sera logiquement remplacé par le SEC 1995 à partir de 1999, ce qui entraînera la reclassification de l'un ou l'autre organisme; la liste devra pouvoir être adaptée en ce sens;

— enfin, des ajouts pourraient concerner des organismes de sécurité sociale, au sens du Système européen de Comptes économiques intégrés (SEC), notamment les caisses de vacances annuelles, d'allocations familiales et de chômage; les mutuelles dans le cadre de l'assurance obligatoire; les Fonds de sécurité d'existence visés à l'article 2 de la loi du 7 janvier 1958 concernant les Fonds de sécurité d'existence,...; il s'agit là d'organismes de droit privé mais dont les modalités de fonctionnement sont généralement établies, approuvées ou rendues obligatoires par le Roi.

Dans ces divers cas, il n'apparaît pas excessif de confier au Roi la possibilité d'adapter la liste.

A noter enfin qu'il n'est pas envisagé d'étendre la liste aux organismes relevant des entités fédérées, comme expliqué dans le commentaire de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3

Cet article détermine le cadre dans lequel les organismes concernés placent leurs disponibilités.

Pour les placements à moyen et long terme, il est précisé que ceux-ci peuvent se faire tant en instruments de la dette fédérale que des Communautés et des Régions. En effet, les instruments de la dette des entités fédérées sont pris en compte pour la consolidation des actifs financiers du secteur public, au sens du protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité de Maastricht.

Les modalités prévues pour les disponibilités à court terme et à vue visent à rencontrer l'objectif de consolidation des actifs au sein du secteur public - d'où le recours à des comptes de trésorerie auprès du Trésor et à des comptes du Trésor auprès du Postchèque - tout en offrant la souplesse voulue aux organismes concernés.

van Maastricht, als de Verordening van de Europese Gemeenschap nr. 3605/93 van 22 november 1993 betreffende de toepassing van ditzelfde Protocol, een reglementair karakter geven aan ESER.

De Regering achtte het wenselijk de lijst van de betrokken instellingen uitvoerig te verduidelijken, zodat de leidinggevende ambtenaren van voormelde instellingen, evenals de Schatkist, het Bestuur der Postcheques en elke andere instantie die geïnteresseerd kan zijn, exact weten welke instellingen bedoeld zijn.

Het is van belang eraan te herinneren dat veel van deze instellingen, in artikel 12 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, reeds onderworpen waren aan een verplichting die aanleunt bij de verplichting opgelegd in artikel 3 van dit besluit. Daarentegen, de beleggingsmogelijkheden van andere instellingen zijn verduidelijkt in hun organieke wet of in andere bepalingen.

Tenslotte dient te worden opgemerkt dat de deelstaten, onder verschillende vormen, relatief gelijkaardige mechanismen hebben ingevoerd of invoeren. De problematiek van de consolidatie van de financiële activa van de overheid betreft inderdaad ook de Gemeenschappen, Gewesten en lokale overheden, zoals met name het samenwerkingsakkoord betreffende de begrotingssaldi van 19 juli 1996 hiervan getuigt. Het is niet aan de federale overheid zich uit te spreken over wat de deelstaten terzake doen. Deze problematiek werd reeds herhaaldelijk naar voren gebracht tijdens de Interministeriële Conferentie voor Financiën en Begroting om coherentie- en samenwerkingsredenen.

Artikel 2

Er is voorgesteld dat de Koning de lijst kan aanpassen van de entiteiten die zijn onderworpen aan de uit dit besluit voortvloeiende verplichtingen, bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit op voorstel van de Minister van Financiën en, desgevallend, van de voogdijminister.

Drie gevallen kunnen worden onderscheiden :

— in de eerste plaats zouden instellingen kunnen samensmelten of worden opgeheven terwijl andere zouden kunnen worden opgericht : de lijst moet dus regelmatig worden aangepast opdat de bepalingen van dit besluit doeltreffend zouden blijven;

— vervolgens is ESER 1979 momenteel van toepassing, het zal logischerwijze vanaf 1999 vervangen worden door ESER1995, wat zal leiden tot een herklassering van de één of andere instelling; de lijst zal in die zin moeten kunnen worden aangepast;

— tenslotte zouden de toevoegingen kunnen slaan op sociale zekerheidsinstellingen in de zin van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESER), met name de kassen voor jaarlijkse vakantie, gezinsvergoedingen en werkloosheidsuitkeringen; de ziekenfondsen in het kader van de verplichte verzekering; de Fondsen voor bestaanszekerheid bedoeld in artikel 2 van de wet van 7 januari 1958 betreffende de Fondsen voor bestaanszekerheid,...; het gaat hier om instellingen van privaatrecht waarvan de werkingsmodaliteiten gewoonlijk door de Koning worden opgesteld, goedgekeurd of verplicht worden gemaakt.

In deze verschillende gevallen lijkt het niet overdreven de mogelijkheid tot aanpassen van de lijst, toe te kennen aan de Koning.

Tenslotte dient te worden opgemerkt dat niet is overwogen de lijst uit te breiden tot de instellingen die tot de bevoegdheid van de deelstaten behoren, zoals uitgelegd in de commentaar bij artikel 1 van dit besluit.

Artikel 3

Dit artikel bepaalt het kader binnen hetwelk de betrokken instellingen hun beschikbare gelden beleggen.

Voor de beleggingen op middellange en lange termijn, wordt verduidelijkt dat zowel kan worden belegd in instrumenten van de federale schuld als van de schuld van de Gemeenschappen en Gewesten. Inderdaad, de instrumenten van de schuld van de deelstaten worden in aanmerking genomen voor de consolidatie van de financiële activa van de algemene overheid, in de zin van het protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten, opgenomen in bijlage van het Verdrag van Maastricht.

De modaliteiten voorzien voor de beschikbare gelden op korte termijn en op zicht zijn gericht op het bereiken van de doelstelling inzake consolidatie van de activa binnen de algemene overheid - vandaar het beroep op thesaurie-rekeningen geopend bij de Schatkist en op rekeningen van de Schatkist bij de Postcheque - waarbij aan de betrokken instellingen de gewenste soepelheid wordt verleend.

Ces diverses modalités ne préjugent en rien des principes régissant la gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés d'une part, des travailleurs indépendants d'autre part, puisque ceux-ci concourent à la réalisation des mêmes objectifs.

Cet article n'a appelé aucun commentaire de la part du Conseil d'Etat.

Article 4

Cet article généralise à l'ensemble des entités visées à l'article 1^{er} les modalités d'information et de « reporting » prévues à l'article 12, § 3 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Il importe de pouvoir disposer d'informations précises quant aux emprunts et placements des organismes cités à l'article 1^{er}. Cette information est indispensable à l'Institut des Comptes nationaux pour établir les consolidations intervenant en déduction de la dette totale brute prise en compte pour évaluer le respect du critère d'endettement au sens du Traité de Maastricht.

Cet article n'a appelé aucun commentaire de la part du Conseil d'Etat.

Article 5

Il est prévu que le Ministre des Finances puisse arrêter d'autres modalités, en fonction des besoins spécifiques d'une entité institutionnelle, avec l'accord du Ministre dont l'entité relève. Le même type d'exceptions était prévu par l'article 12, § 2, alinéa 4 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public.

Le Conseil d'Etat estime qu'il serait plus approprié de recourir à un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres pour accorder de telles exceptions, en dépit de l'antécédent que constitue la loi du 16 mars 1954, considérant que les listes d'organismes concernés sont trop divergentes.

On notera cependant que près de la moitié des organismes repris dans la liste de l'article 1^{er} sont soumis à la loi du 16 mars 1954 tandis que d'autres, non classés dans cette loi, relèvent en la matière des dispositions régissant leur département de tutelle. Il n'apparaît pas opportun de réduire par le présent arrêté le pouvoir confié au Ministre des Finances par la loi de 1954 ou au Ministre de tutelle par les dispositions organiques de divers organismes.

La souplesse offerte par cet article permettra de mettre en œuvre de façon pragmatique les dispositions transitoires souhaitées par le Conseil d'Etat dans sa remarque sur l'article 7 du présent arrêté.

En effet, le Gouvernement a souhaité que la situation des entités institutionnelles qui n'ont pas encore participé à la consolidation des actifs financiers au sein du secteur public soit examinée avec les Ministres concernés, afin de déterminer - en recourant aux possibilités offertes par cet article - les modalités de passage aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté. Cela devra permettre de tenir compte notamment des montants concernés, des échéanciers de placements en cours, etc.

Enfin, cet article permettrait également, en cas d'ajout d'organismes à la liste de l'article 1^{er} sur base de l'article 2 du présent arrêté, de dispenser l'un ou l'autre de ces organismes des dispositions des alinéas 2 et 3 de l'article 3 et de limiter ainsi la portée de celui-ci au placement des disponibilités à moyen et long terme en instruments financiers de l'Etat fédéral, des Communautés et des Régions.

Article 6

Cet article précise que les entités institutionnelles visées par les dispositions de l'article 1^{er} ne sont plus soumises aux dispositions de l'article 12, § 2, alinéas 2, 3 et 4; et § 3 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public. Les mesures prises en application de ces dispositions ne sont donc plus d'application pour les organismes cités à l'article 1^{er}.

Ceci n'a pas appelé de remarques de la part du Conseil d'Etat.

Die verschillende modaliteiten doen geenszins afbreuk aan de beginselen tot regeling van het globaal beheer van de sociale zekerheid van loontrekkenden, enerzijds, en van zelfstandigen anderzijds, aangezien die bijdragen tot de verwezenlijking van dezelfde doelstellingen.

Door de Raad van State werd geen commentaar verstrekt omtrent dit artikel.

Artikel 4

De modaliteiten inzake informatie en « reporting » bepaald in artikel 12, § 3 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut, worden in dit artikel veralgemeend tot het geheel van de entiteiten bedoeld in artikel 1.

Het is noodzakelijk te kunnen beschikken over nauwkeurige informatie betreffende de leningen en beleggingen van de in artikel 1 vermelde instellingen. Deze informatie is onontbeerlijk voor het Instituut van Nationale Rekeningen voor de consolidaties die in mindering worden gebracht van de totale brutoschuld die in aanmerking wordt genomen om te evalueren of de schuldratio uit het Verdrag van Maastricht wordt nageleefd.

Door de Raad van State werd geen commentaar verstrekt omtrent dit artikel.

Artikel 5

Het is voorzien dat de Minister van Financiën andere modaliteiten kan bepalen, in functie van de specifieke noden van een institutionele entiteit, met akkoord van de Minister die voor de entiteit is bevoegd. Dezelfde soort uitzonderingen was voorzien in artikel 12, § 2, vierde lid van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut.

De Raad van State is van mening dat het meer gepast zou zijn een beroep te doen op een in Ministerraad overlegd koninklijk besluit om dergelijke uitzonderingen toe te staan, ondanks het antecedent gevormd door de wet van 16 maart 1954, en meent hierbij dat de lijst van betrokken instellingen te uiteenlopend is.

Er dient echter te worden opgemerkt dat bijna de helft van de instellingen vermeld in de lijst in artikel 1 onderworpen zijn aan de wet van 16 maart 1954 terwijl andere niet in deze wet geklasseerde instellingen, terzake afhangen van de bepalingen die hun voogdij-departement regelen. Het lijkt niet opportuun bij dit besluit de macht te beperken die is toegekend aan de Minister van Financiën bij de wet van 1954 of aan de Voogdijminister in de organieke bepalingen van verschillende instellingen.

De in dit artikel verleende soepelheid zal het mogelijk maken de overgangsbepalingen die door de Raad van State zijn gewenst in zijn opmerking omtrent artikel 7 van dit besluit, op pragmatische wijze uit te voeren.

Inderdaad, de Regering wenste dat de toestand van de institutionele entiteiten die nog niet hebben deelgenomen aan de consolidatie van de financiële activa binnen de algemene overheid, met de betrokken Ministers zou worden onderzocht teneinde - door een beroep te doen op de in dit artikel geboden mogelijkheden - de modaliteiten inzake overgang naar de bepalingen van artikel 3 van dit besluit, te bepalen. Dit zal het mogelijk moeten maken rekening te houden met name met de betrokken bedragen, de vervaldagen van de huidige beleggingen, enz.

Tenslotte zou dit artikel het ook mogelijk maken, in geval van toevoeging van instellingen aan de lijst in artikel 1 op grond van artikel 2 van dit besluit, bepaalde van deze instellingen vrij te stellen van de bepalingen van het tweede en derde lid van artikel 3 en aldus de draagwijdte van dit artikel te beperken tot het beleggen van de beschikbare gelden op middellange en lange termijn in financiële instrumenten van de federale overheid, de Gemeenschappen en Gewesten.

Artikel 6

Dit artikel verduidelijkt dat de institutionele entiteiten die zijn bedoeld in de bepalingen van artikel 1 niet meer zijn onderworpen aan de bepalingen van artikel 12, § 2, tweede, derde en vierde lid; en § 3 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle van sommige instellingen van openbaar nut. De maatregelen genomen met toepassing van deze bepalingen, zijn dus niet meer van toepassing voor de instellingen vermeld in artikel 1.

Door de Raad van State werd geen commentaar verstrekt omtrent dit artikel.

Article 7

Cet article fixe la date d'entrée en vigueur au jour de parution au *Moniteur belge*.

Le Conseil d'Etat a évoqué les problèmes qu'entraîneraient l'absence de dispositions transitoires. Il y a été répondu dans le commentaire de l'article 5 du présent arrêté, celui-ci fournissant le mécanisme par lequel les dispositions transitoires pourront être mises en œuvre.

Enfin, jusqu'à nouvel ordre, Votre gouvernement n'a pas jugé bon d'introduire des sanctions dans le cadre du présent arrêté. Si l'expérience faisait apparaître la nécessité de telles sanctions, ceci ferait l'objet d'un projet de loi distinct. Quant aux mesures de publicité suggérées par le Conseil d'Etat, Votre gouvernement estime que diverses données en la matière sont déjà disponibles, notamment dans plusieurs publications de la Banque Nationale.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

15 JUILLET 1997. — Arrêté royal portant des mesures de consolidation des actifs financiers des administrations publiques, pris en application des articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 6^o, et § 2 de la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 juillet 1996 visant à réaliser les conditions budgétaires de la participation de la Belgique à l'Union économique et monétaire européenne, notamment les articles 2, § 1^{er}, et 3, § 1^{er}, 6^o, et § 2;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances du 19 juin 1997;

Vu l'accord du Ministre du Budget du 19 juin 1997;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 84, alinéa premier, 2^o, inséré par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence motivée par le fait que le présent arrêté doit produire ses effets dans les plus brefs délais de sorte que les organismes visés puissent adapter au plus vite dès 1997 le placement de leurs disponibilités en fonction des obligations qu'il porte, en tenant compte notamment des échéances des placements en cours;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le présent arrêté est applicable aux organismes suivants :

- 1^o Office de sécurité sociale d'outre-mer;
- 2^o Office national d'allocations familiales pour travailleurs salariés;
- 3^o Office national de l'emploi;
- 4^o Office national de sécurité sociale;
- 5^o Office national des pensions;
- 6^o Office national des vacances annuelles;
- 7^o Office national de sécurité sociale des administrations provinciales et locales;
- 8^o Fonds des accidents du travail;
- 9^o Fonds des maladies professionnelles;
- 10^o Fonds national de retraite des ouvriers mineurs;
- 11^o Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises;
- 12^o Office de sécurité sociale des marins de la marine marchande;

Artikel 7

In dit artikel wordt de datum van inwerkingtreding bepaald op de dag van bekendmaking in het *Belgisch Staatsblad*.

De Raad van State heeft de problemen ter sprake gebracht die zouden ontstaan door de afwezigheid van overgangsbepalingen. Hieraan is tegemoet gekomen in de commentaar bij artikel 5 van dit besluit, waarin het mechanisme is verstrekt waardoor de overgangsbepalingen zullen kunnen worden uitgevoerd.

Tenslotte, tot nader order, achtte uw Regering het niet nuttig sancties in te voeren in het kader van dit besluit. Indien de ervaring zou laten blijken dat dergelijke sancties noodzakelijk zijn, zou dit worden geregeld in een afzonderlijk wetsontwerp. Wat de door de Raad van State voorgestelde bekendmakingsmaatregelen betreft, is uw Regering van mening dat verschillende gegevens terzake reeds beschikbaar zijn, met name in vorige publikaties van de Nationale Bank.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

15 JULI 1997. — Koninklijk besluit houdende maatregelen tot consolidatie van de financiële activa van de overheid, genomen met toepassing van artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 6^o, en § 2 van de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 juli 1996 strekkende tot realisatie van de budgettaire voorwaarden tot deelname van België aan de Europese Economische en Monetaire Unie, inzonderheid op artikelen 2, § 1, en 3, § 1, 6^o, en § 2;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën van 19 juni 1997;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting van 19 juni 1997;

Gelet op de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 en inzonderheid op artikel 84, eerste lid, 2^o, ingevoegd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid, gemotiveerd door het feit dat dit besluit zo vlug mogelijk uitwerking moet hebben zodat de bedoelde organismen zo vlug mogelijk vanaf 1997 de plaatsing van hun beschikbare gelden zouden kunnen aanpassen in functie van de verplichtingen vervat in dit besluit, met name rekening houdend met de vervaldagen van de huidige beleggingen;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de volgende organismen :

- 1^o Dienst voor overzeese sociale zekerheid;
- 2^o Rijksdienst voor kinderbijslag voor werknemers;
- 3^o Rijksdienst voor arbeidsvoorziening;
- 4^o Rijksdienst voor sociale zekerheid;
- 5^o Rijksdienst voor pensioenen;
- 6^o Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie;
- 7^o Rijksdienst voor sociale zekerheid van de Provinciale en Plaatselijke overheidsdiensten;
- 8^o Fonds voor arbeidsongevallen;
- 9^o Fonds voor beroepsziekten;
- 10^o Nationaal pensioenfonds voor mijnwerkers;
- 11^o Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers;
- 12^o Dienst voor maatschappelijke veiligheid voor de zeelieden der koopvaardij;

- | | |
|---|--|
| <p>13° Institut national d'assurance maladie-invalidité;</p> <p>14° Institut national d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;</p> <p>15° Caisse de secours et de prévoyance en faveur des marins navigant sous pavillon belge;</p> <p>16° Caisse auxiliaire de paiement des allocations de chômage;</p> <p>17° Caisse auxiliaire d'assurance maladie-invalidité;</p> <p>18° Caisse des soins de santé de la S.N.C.B.;</p> <p>19° Caisse nationale auxiliaire d'assurances sociales pour travailleurs indépendants;</p> <p>20° Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs de l'industrie diamantaire;</p> <p>21° Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs occupés dans les entreprises de batellerie;</p> <p>22° Caisse spéciale de compensation pour allocations familiales en faveur des travailleurs occupés dans les entreprises de chargement, déchargement et manutention de marchandises dans les ports, débarcadères, entrepôts et stations;</p> <p>23° Institut des comptes nationaux;</p> <p>24° Caisse nationale des calamités;</p> <p>25° Caisse nationale des pensions de guerre;</p> <p>26° Banque-carrefour de la sécurité sociale;</p> <p>27° Pool des marins de la marine marchande;</p> <p>28° Service national de Congrès;</p> <p>29° Fonds des mousses;</p> <p>30° Institut d'expertise vétérinaire;</p> <p>31° Bureau d'intervention et de restitution belge;</p> <p>32° Conseil d'Etat;</p> <p>33° Institut national de statistiques;</p> <p>34° Conseil national du travail;</p> <p>35° Conseil supérieur des classes moyennes et chambres des métiers et négoce;</p> <p>36° Conseil central de l'économie;</p> <p>37° Académie royale des sciences, des lettres et des beaux-arts de Belgique (5 commissions nationales bilingues);</p> <p>38° Académie royale des sciences d'Outre-mer;</p> <p>39° Conservatoire royal de musique de Bruxelles (bibliothèque);</p> <p>40° Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux;</p> <p>41° Centre de recherches agronomiques de l'Etat à Gand;</p> <p>42° Stations de recherches agronomiques de l'Etat à Gembloux;</p> <p>43° Stations de recherches agronomiques de l'Etat à Gand;</p> <p>44° Institut national de criminalistique;</p> <p>45° Institut de recherches chimiques;</p> <p>46° Institut national de recherches vétérinaires;</p> <p>47° Jardin botanique national;</p> <p>48° Institut d'hygiène et d'épidémiologie;</p> <p>49° Musée royal de l'armée et d'histoire militaire;</p> <p>50° Centre d'économie agricole;</p> <p>51° Office de renseignements et d'aide aux familles des militaires;</p> <p>52° Office régulateur de la navigation intérieure;</p> <p>53° Régie des bâtiments;</p> <p>54° Institut belge des services postaux et des télécommunications;</p> <p>55° Institut national de recherche sur les conditions de travail;</p> <p>56° Bureau fédéral du plan;</p> <p>57° Institut interuniversitaire des sciences nucléaires;</p> <p>58° Secrétariat permanent de recrutement;</p> <p>59° Institut géographique national;</p> <p>60° Agence fédérale de contrôle nucléaire;</p> <p>61° Institut national des invalides de guerre, anciens combattants et victimes de guerre;</p> | <p>13° Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;</p> <p>14° Rijksinstituut voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;</p> <p>15° Hulp- en verzorgkas voor zeevarenden;</p> <p>16° Hulpkas voor werkloosheidsuitkeringen;</p> <p>17° Hulpkas voor ziekte- en invaliditeitsverzekering;</p> <p>18° Kas der geneeskundige verzorging van de N.M.B.S.;</p> <p>19° Nationale Hulpkas voor de sociale verzekeringen der zelfstandigen;</p> <p>20° Bijzondere verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der diamantnijverheid;</p> <p>21° Bijzondere verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders der ondernemingen voor binnenscheepvaart;</p> <p>22° Bijzondere verrekenkas voor gezinsvergoedingen ten bate van de arbeiders gebezigd door ladings- en lossingsondernemingen en door de stuwadoors in de havens, losplaatsen, stapelplaatsen en stations;</p> <p>23° Instituut voor de Nationale Rekeningen;</p> <p>24° Nationale Kas voor Rampenschade;</p> <p>25° Nationale Kas voor Oorlogspensioenen;</p> <p>26° Kruispuntbank van de Sociale Zekerheid;</p> <p>27° Pool van de zeelieden ter koopvaardij;</p> <p>28° Nationale Dienst voor Congressen;</p> <p>29° Fonds voor Scheepsjongens;</p> <p>30° Instituut voor veterinaire keuring;</p> <p>31° Belgische interventie- en restitutie bureau;</p> <p>32° Raad van State;</p> <p>33° Nationaal Instituut voor Statistiek;</p> <p>34° Nationale Arbeidsraad;</p> <p>35° Hoge Raad voor de Middenstand en Kamers van Ambachten en Neringen;</p> <p>36° Centrale Raad voor het Bedrijfsleven;</p> <p>37° Koninklijke academie voor wetenschappen, letteren en schone kunsten van België (5 tweetalige nationale commissies);</p> <p>38° Koninklijke Academie voor overzeese wetenschappen;</p> <p>39° Koninklijk Muziekconservatorium te Brussel (bibliotheek);</p> <p>40° Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux;</p> <p>41° Centrum voor Landbouwkundig Onderzoek te Gent;</p> <p>42° Rijksstations voor Landbouwkundig Onderzoek te Gembloux;</p> <p>43° Rijksstations voor Landbouwkundig Onderzoek te Gent;</p> <p>44° Nationaal Instituut voor de Criminalistiek;</p> <p>45° Instituut voor Scheikundig Onderzoek;</p> <p>46° Nationaal Instituut voor Diergeneeskundig Onderzoek;</p> <p>47° Nationale plantentuin van België;</p> <p>48° Instituut voor Hygiëne en Epidemiologie;</p> <p>49° Koninklijk Museum van het Leger en van de Krijgsgeschiedenis;</p> <p>50° Centrum voor Landbouweconomie;</p> <p>51° Hulp- en informatiebureau voor gezinnen van militairen;</p> <p>52° Dienst voor regeling der binnenvaart;</p> <p>53° Regie der gebouwen;</p> <p>54° Belgisch Instituut voor postdiensten en telecommunicatie;</p> <p>55° Nationaal Onderzoeksinstituut voor de arbeidsomstandigheden;</p> <p>56° Federaal Planbureau;</p> <p>57° Interuniversitair Instituut voor kernwetenschappen;</p> <p>58° Vast Wervingssecretariaat;</p> <p>59° Nationaal Geografisch Instituut;</p> <p>60° Federaal Agentschap voor de nucleaire controle;</p> <p>61° Nationaal Instituut voor oorlogsinvaliden, oud-strijders en oorlogsslachtoffers;</p> |
|---|--|

- 62° Office belge du commerce extérieur;
- 63° Orchestre national de Belgique;
- 64° Palais des Beaux-Arts;
- 65° Théâtre royal de la Monnaie;
- 66° Fonds national de garantie des bâtiments scolaires;
- 67° Institut royal d'établissements scientifiques et culturels nationaux;
- 68° Institut royal des sciences de la terre et de l'espace;
- 69° Office de contrôle des assurances;
- 70° Office de contrôle des mutualités;
- 71° Service fédéral belge d'information;
- 72° Centre d'études de l'énergie nucléaire;
- 73° Institut belgo-luxembourgeois de change;
- 74° Caisse d'amortissement;
- 75° Institut des radioéléments à Charleroi;
- 76° Fonds d'aide médicale urgente;
- 77° Mémorial national du fort de Breendonk;
- 78° Fondation nationale pour le financement de la recherche scientifique;
- 79° Commission bancaire et financière;
- 80° Institution royale de Messines;
- 81° Institution pour le développement de la gazéification souterraine;
- 82° Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme;
- 83° Cinémathèque royale de Belgique;
- 84° Institut scientifique de la santé publique - Louis Pasteur;
- 85° Fonds national de garantie pour la réparation des dégâts houillers;
- 86° Groupement Nature (Institut royal des Sciences naturelles et Musée royal d'Afrique centrale);
- 87° Groupement Musées (Musées royaux d'Art et d'Histoire et Musées royaux des Beaux-Arts);
- 88° Groupement Patrimoine (Institut royal du patrimoine artistique);
- 89° Groupement Documentation (Bibliothèque royale et Archives générales du Royaume);
- 90° Groupement Espace (Observatoire royal, Institut royal météorologique et Institut d'aéronomie spatiale de Belgique);
- 91° conservateurs d'hypothèque.

Art. 2. Sur proposition du Ministre des Finances et, le cas échéant, du Ministre de tutelle concerné, le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, modifier la liste de l'article 1^{er}, en y ajoutant des entités de droit public ou de droit privé qui, pour l'application du Règlement de la Communauté européenne n° 3605/93 du 22 novembre 1993 relatif à l'application du Protocole sur la procédure concernant les déficits excessifs annexé au Traité instituant la Communauté européenne, font partie du secteur des administrations publiques au sens du Système européen de Comptes économiques intégrés (SEC) ou en retirant des entités qui ne répondraient plus à cette condition.

Art. 3. Sans préjudice des dispositions relatives à la gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs salariés, instaurée par l'article 1^{er} de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales et des dispositions relatives à la gestion globale de la sécurité sociale des travailleurs indépendants, instaurée par l'article 23 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, les disponibilités à moyen et long terme de ces organismes doivent être investies en instruments financiers émis par l'État fédéral, les Communautés et les Régions.

Les disponibilités à court terme sont placées sur un compte de trésorerie ouvert auprès du Trésor.

Les disponibilités à vue sont placées sur un compte du Trésor ouvert auprès de l'Office des Chèques postaux.

- 62° Belgische dienst voor de buitenlandse handel;
- 63° Nationaal orkest van België;
- 64° Paleis voor schone kunsten;
- 65° Koninklijke muntschouwburg;
- 66° Nationaal waarborgfonds voor schoolgebouwen;
- 67° Koninklijk Instituut voor nationale wetenschappelijke en culturele instellingen;
- 68° Koninklijk Instituut voor Aarde- en Ruimtetenschappen;
- 69° Controledienst voor de verzekeringen;
- 70° Controledienst van de mutualiteiten;
- 71° Belgische Federale Voorlichtingsdienst;
- 72° Studiecetrum voor Kernenergie;
- 73° Belgisch-Luxemburgs Wisselinstituut;
- 74° Amortisatiekas;
- 75° Instituut voor radio-elementen te Charleroi;
- 76° Fonds voor dringende geneeskundige hulpverlening;
- 77° Nationaal gedenkteken van het Fort van Breendonk;
- 78° Nationale Stichting voor de Financiering van het Wetenschappelijk onderzoek;
- 79° Commissie voor het Bank- en Financiewezen;
- 80° Koninklijk Gesticht van Mesen;
- 81° Instelling voor de ontwikkeling van de ondergrondse vergassing;
- 82° Centrum voor gelijkheid van kansen en voor racismebestrijding;
- 83° Koninklijk Filmarchief van België;
- 84° Wetenschappelijk Instituut voor Volksgezondheid - Louis Pasteur;
- 85° Nationaal waarborgfonds inzake kolenmijn schade;
- 86° Groepering Natuur (Koninklijk Instituut voor Natuurwetenschappen en Koninklijk Museum voor Midden-Afrika);
- 87° Groepering Musea (Koninklijke Musea voor Kunst en Geschiedenis en Koninklijke Musea voor Schone Kunsten);
- 88° Groepering « Patrimonium » (Koninklijk Instituut voor Kunstpatrimonium);
- 89° Groepering « Documentatie » (Koninklijke Bibliotheek en Algemeen Rijksarchief);
- 90° Groepering Ruimte (Koninklijke Sterrenwacht, Koninklijk Meteorologisch Instituut en Belgisch Instituut voor Ruimte-Aëronomie);
- 91° hypotheekbewaarders.

Art. 2. De Koning kan, bij een in Ministerraad overlegd besluit, op voordracht van de Minister van Financiën en, indien het geval zich voordoet, van de betrokken voogdijminister, de lijst van artikel 1 wijzigen door instellingen van publiek- of privaatrecht hieraan toe te voegen die, voor de toepassing van de Verordening van de Europese Gemeenschap nr. 3605/93 van 22 november 1993 betreffende de toepassing van het aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap gehechte Protocol betreffende de procedure bij buitensporige tekorten, deel uitmaken van de overheden in de zin van het Europees Stelsel van Economische Rekeningen (ESER) of de entiteiten die niet meer aan deze voorwaarde zouden voldoen eruit te verwijderen.

Art. 3. Zonder afbreuk te doen aan de bepalingen inzake het globaal beheer van de sociale zekerheid der loontrekkenden, ingevoerd door artikel 1 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen, en aan de bepalingen inzake het globaal beheer van de sociale zekerheid voor zelfstandigen, ingevoerd door artikel 23 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, moeten de beschikbare gelden op middellange en lange termijn van deze organismen belegd worden in financiële instrumenten uitgegeven door de federale Staat, de Gemeenschappen en de Gewesten.

De beschikbare gelden op korte termijn worden op een thesaurierekening geplaatst die bij de Schatkist is geopend.

De beschikbare gelden op zicht worden geplaatst op een rekening van de Schatkist bij het Bestuur der Postcheques.

Art. 4. Les organismes visés à l'article 1^{er} transmettent au Ministre dont ils relèvent et au Ministre des Finances des renseignements complets concernant :

- 1° les emprunts de toute nature qu'ils contractent;
- 2° le placement de leurs avoirs et de leurs disponibilités.

Ces renseignements sont fournis suivant les modalités et les délais à fixer par le Ministre dont l'organisme relève et le Ministre des Finances.

Art. 5. En fonction des besoins spécifiques d'un organisme visé à l'article 1^{er}, le Ministre des Finances peut, avec l'accord du Ministre dont l'organisme relève, arrêter d'autres modalités pour le placement et l'investissement de ses disponibilités et fixer le montant minimum des disponibilités à partir duquel les dispositions visées à l'article 3 sont applicables.

Art. 6. L'article 12, § 2, alinéas 2, 3 et 4, et § 3 de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public et l'arrêté royal du 21 janvier 1955 établissant la liste des fonds publics, autres que les valeurs émises ou garanties par l'Etat, que peuvent acquérir les organismes visés à l'article 1^{er} de la loi du 16 mars 1954 relatives au contrôle de certains organismes d'intérêt public ne sont plus d'application en ce qui concerne les organismes visés à l'article 1^{er}.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 8. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 15 juillet 1997.

ALBERT

Par le Roi :

Le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Art. 4. De in artikel 1 bedoelde organismen maken aan de minister van wie ze afhangen en aan de Minister van Financiën volledige inlichtingen over betreffende :

- 1° de leningen van alle aard die ze aangaan;
- 2° het beleggen van hun tegoeden en hun beschikbare gelden.

Deze inlichtingen worden verschaft volgens de modaliteiten die vastgesteld worden door de Minister van wie het organisme afhangt en de Minister van Financiën.

Art. 5. In functie van de specifieke behoeften van een in artikel 1 bedoelde instelling, kan de Minister van Financiën, met akkoord van de Minister onder wiens bevoegdheid de instelling valt, andere modaliteiten bepalen voor de plaatsing en de belegging van haar beschikbare gelden en het minimumbedrag van de beschikbare gelden vaststellen vanaf hetwelk de bepalingen bedoeld in artikel 3 van toepassing zijn.

Art. 6. Artikel 12, § 2, alinea's 2, 3 en 4, en § 3 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut en het koninklijk besluit van 21 januari 1955 houdende de lijst der openbare fondsen, andere dan de door de Staat uitgegeven of gewaarborgde effecten, welke mogen aangekocht worden door de organismen bedoeld bij artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, zijn niet meer van toepassing wat betreft de instellingen bedoeld in artikel 1.

Art. 7. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 8. Onze Minister van Financiën is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 15 juli 1997.

ALBERT

Van Koningswege :

De Vice-Eerste Minister en Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT

MINISTERE DE LA DEFENSE NATIONALE

F. 97 — 1488

[S - C - 7128]

24 JUIN 1997. — Arrêté royal portant fixation du cadre organique de l'Institut géographique national

ALBERT II, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, notamment l'article 11, § 1^{er}, remplacé par la loi du 22 juillet 1993;

Vu l'avis du Commissaire du Gouvernement donné le 29 janvier 1997;

Vu l'avis motivé du Comité de concertation de base de l'Institut géographique national donné le 10 février 1997;

Vu l'avis du Comité de gestion;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 30 avril 1997;

Vu l'accord de Notre Ministre de la Fonction publique, donné le 30 avril 1997;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. § 1^{er}. Le cadre organique de l'Institut géographique national est fixé comme suit :

A. Personnel administratif

Niveau 1	
Administrateur général.....	1
Administrateur général adjoint.....	1

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 97 — 1488

[S - C - 7128]

24 JUNI 1997. — Koninklijk besluit tot vaststelling van de personeelsformatie van het Nationaal Geografisch Instituut

ALBERT II, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, inzonderheid op artikel 11, § 1, vervangen door de wet van 22 juli 1993;

Gelet op het advies van de regeringscommissaris gegeven op 29 januari 1997;

Gelet op het met redenen omkleed advies van het Basisoverlegcomité van het Nationaal Geografisch Instituut, gegeven op 10 februari 1997;

Gelet op het advies van het Beheerscomité;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Begroting, gegeven op 30 april 1997;

Gelet op het akkoord van Onze Minister van Ambtenarenzaken, gegeven op 30 april 1997;

Op voordracht van Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. § 1. De personeelsformatie van het Nationaal Geografisch Instituut wordt als volgt vastgesteld :

A. Administratief personeel

Niveau 1	
Administrateur-generaal.....	1
Adjunct-administrateur-generaal.....	1